

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2013-2014

18 DÉCEMBRE 2013

**Projet de loi portant des dispositions
fiscales et financières diverses***Procédure d'évocation***RAPPORT**

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES ET DES AFFAIRES
ÉCONOMIQUES
PAR
MM. **LAAOUEJ**
ET **SCHOUPPE**

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2013-2014

18 DECEMBER 2013

**Wetsontwerp houdende diverse fiscale
en financiële bepalingen***Evocatieprocedure***VERSLAG**

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE FINANCIËN EN VOOR
DE ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT DOOR
DE HEREN **LAAOUEJ**
EN **SCHOUPPE**

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Présidente / Voorzitster : Fauzaya Talhaoui.**Membres / Leden :**

N-VA	Frank Boogaerts, Patrick De Grootte, Lieve Maes, Sabine Vermeulen.
PS	Marie Arena, Ahmed Laaouej, Louis Siquet.
MR	François Bellot, Richard Miller.
CD&V	Wouter Beke, Etienne Schouppe.
sp.a	Leona Detiège, Fauzaya Talhaoui.
Open Vld	Rik Daems.
Vlaams Belang	Anke Van dermeersch.
Écolo	Jacky Morael.
cdH	Bertin Mampaka Mankamba.

Suppléants / Plaatsvervangers :

Bart De Nijn, Inge Faes, Lies Jans, Helga Stevens, Karl Vanlouwe.
Paul Magnette, Philippe Mahoux, Fabienne Winckel, Olga Zrihen.
Christine Defraigne, Gérard Deprez, Dominique Tilmans.
Dirk Claes, Cindy Franssen, Johan Verstreken.
Dalila Douifi, Fatma Pehlivan, Guy Swennen.
Jean-Jacques De Gucht, Yoeri Vastersavendts.
Yves Buysse, Filip Dewinter.
Benoit Hellings, Cécile Thibaut.
Francis Delpérée, Vanessa Matz.

*Voir :***Documents du Sénat :****5-2419 - 2013/2014 :**

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.
N° 2 : Amendements.

*Zie :***Stukken van de Senaat :****5-2419 - 2013/2014 :**

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.
Nr. 2 : Amendementen.

I. INTRODUCTION

Le projet de loi qui fait l'objet du présent rapport relève de la procédure bicamérale facultative et a été déposé initialement le 9 décembre 2013 à la Chambre des représentants par le gouvernement (doc. Chambre, n° 53-3236/1).

Il a été adopté par la Chambre des représentants le 18 décembre 2013.

Il a été transmis au Sénat et évoqué le même jour.

Conformément à l'article 27.1, alinéa 2, du règlement du Sénat, la commission a entamé l'examen du projet de loi avant le vote final à la Chambre des représentants.

La commission a examiné le projet de loi à l'examen au cours de ses réunions des 10, 17 et 18 décembre 2013.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE M. HENDRIK BOGAERT, SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA FONCTION PUBLIQUE ET À LA MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS, ADJOINT AU MINISTRE DES FINANCES

Le gouvernement souhaite encore réaliser une loi de simplification fiscale au cours de l'actuelle législature, en amont d'une plus grande réforme fiscale au cours de la prochaine législature. Le projet de loi portant des dispositions fiscales diverses s'inscrit dans ce cadre. Le projet de loi à l'examen ne contient donc pas de réforme ambitieuse, mais des modifications réfléchies concernant divers impôts directs et indirects.

Une première série de mesures vise à réaliser une simplification administrative. Ainsi, actuellement, les salaires des travailleurs disposant d'une voiture de société sont recalculés pour les mois de janvier, février et mars, car la valeur de référence des émissions de CO₂ de leur voiture de société n'est connue qu'au mois d'avril. Il est proposé que la période de référence soit calculée quelques mois plus tôt, de sorte que la valeur de référence soit connue à la fin de chaque année, et que les citoyens et les entreprises ne soient plus confrontés à cette surcharge administrative.

Un autre exemple concerne un droit de 5 euros prélevé sur certains documents dans le cadre des demandes de brevet. Le SPF Économie a constaté que cette taxe ne rapportait presque rien, alors que sa perception et son recouvrement ralentissent tout le processus. Pourtant, la rapidité d'octroi des brevets est un élément qui peut promouvoir l'attractivité du brevet belge. Il est proposé d'abolir ce droit.

I. INLEIDING

Dit optioneel bicameraal wetsontwerp werd in de Kamer van volksvertegenwoordigers oorspronkelijk ingediend als een wetsontwerp van de regering op 9 december 2013 (stuk Kamer, nr. 53-3236/1).

Het werd op 18 december 2013 aangenomen door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Het ontwerp werd dezelfde dag overgezonden aan de Senaat en geëvoceerd.

Overeenkomstig artikel 27.1, tweede lid, van het Reglement van de Senaat, heeft de commissie de behandeling van het wetsontwerp aangevat vóór de eindstemming in de Kamer.

De commissie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens haar vergaderingen van 10, 17 en 18 december 2013.

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE HEER HENDRIK BOGAERT, STAATSECRETARIS VOOR AMBTENARENZAKEN EN MODERNISERING VAN DE OPENBARE DIENSTEN, TOEGEVOEGD AAN DE MINISTER VAN FINANCIËN

De regering wenst nog deze legislatuur een fiscale vereenvoudigingswet te realiseren, in aanloop naar een grotere fiscale hervorming volgende legislatuur. In dit kader past het voorliggende wetsontwerp houdende diverse fiscale bepalingen. Dit wetsontwerp bevat dus geen grootse hervormingen, doch weloverwogen wijzigingen aan diverse directe en indirecte belastingen.

Een eerste reeks maatregelen strekt ertoe een administratieve vereenvoudiging door te voeren. Zo worden de salarissen van de werknemers die over een bedrijfswagen beschikken, herberekend voor de maanden januari, februari en maart, omdat de referentie-CO₂-uitstoot van hun bedrijfswagen pas in april bekend is. Voorgesteld wordt de referentieperiode enkele maanden vroeger te berekenen, zodat de referentiewaarde op het einde van elk jaar bekend is en de burgers en bedrijven niet langer met die administratieve rompslomp worden geconfronteerd.

Een ander voorbeeld is de heffing van 5 euro op sommige documenten in het kader van octrooiaanvragen. De FOD Economie heeft vastgesteld dat dit recht weinig opbrengsten oplevert terwijl de heffing en de inning ervan het hele proces vertraagt. Nochtans is de snelheid waarmee octrooien worden verleend een element dat de aantrekkelijkheid van het Belgisch octrooisysteem kan bevorderen. Er wordt voorgesteld die heffing af te schaffen.

Une deuxième série de mesures vise à remédier à des situations qui sont ressenties comme injustes. Chacun se souvient de l'histoire de la dame ostendaise qui devait encore payer plus de 25 000 euros de droit d'enregistrement en avril dernier parce qu'elle avait été escroquée par deux employés de banque. Les auteurs des faits avaient été condamnés par le tribunal, mais, dans l'intervalle, ils étaient devenus insolvables, de sorte qu'ils n'étaient plus en mesure de payer ce qu'on appelle le droit de condamnation. Sur la base de la législation actuelle, la victime a été tenue de payer la moitié de ce droit de condamnation. Il est proposé d'abroger cette responsabilité solidaire pour mettre fin à cette situation absurde.

Un autre exemple concerne l'octroi de réductions d'impôt auxquelles le contribuable avait droit *ab initio*, mais qui ne lui ont pas été accordées pour une raison ou l'autre lors du calcul de l'impôt et qu'il n'a pas non plus demandées dans une réclamation régulière, par ignorance ou par oubli. Dans de telles circonstances, le SPF Finances peut encore octroyer l'avantage fiscal par le biais d'une procédure spéciale. Cette procédure ne concerne actuellement qu'un nombre limité d'avantages fiscaux. Pour des raisons d'équité, il est proposé d'étendre cette procédure spéciale à d'autres avantages.

Une troisième série de mesures est destinée à assurer la sécurité juridique. Ainsi, la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre national de Belgique lui a assigné comme mission d'être actif dans le pays et à l'étranger. Cela a déjà posé des problèmes dans le passé pour la reconnaissance de cette institution par le Roi en tant qu'institution culturelle, ce qui fait qu'il n'était pas clair si des libéralités en espèces à cette institution pouvaient être admissibles pour une réduction d'impôt. Il est proposé de reprendre cette institution dans le Code des impôts sur les revenus 1992, ce qui apporte la sécurité juridique nécessaire, tout comme c'est le cas aujourd'hui pour deux institutions culturelles fédérales disposant d'un statut similaire, à savoir le Palais des Beaux-Arts et le Théâtre royal de la Monnaie.

Une quatrième série de mesures vise à rencontrer la jurisprudence de la Cour de justice et de la Cour constitutionnelle. La déduction pour capital à risque (la fameuse « déduction des intérêts notionnels ») est actuellement calculée sur la base des fonds propres adaptés d'une société. Les fonds propres de l'établissement stable étranger ne font pour le moment pas partie de la base sur laquelle la déduction des intérêts notionnels est calculée. La Cour de justice a estimé, dans l'arrêt Argenta, que cette exclusion était contraire à la liberté d'établissement prévue dans le droit européen. Par le biais des dispositions prévues, on propose de donner suite à l'arrêt précité et de rétablir la sécurité juridique pour les entreprises belges qui ont des activités internationales.

Een tweede reeks maatregelen beoogt onrechtvaardig aangevoelde situaties te corrigeren. Iedereen herinnert zich het verhaal van de vrouw in Oostende die in april laatstleden nog meer dan 25 000 euro registratierechten moest betalen omdat ze werd bestolen door twee bankbedienden. De daders werden veroordeeld door de rechtbank, maar intussen waren ze onvermogen geworden, waardoor zij het zogenaamde veroordelingsrecht niet meer konden betalen. Op basis van de huidige wetgeving werd het slachtoffer gehouden tot betaling van de helft van dit veroordelingsrecht. Er wordt voorgesteld om deze hoofdelijke aansprakelijkheid op te heffen zodat een einde wordt gemaakt aan deze absurde situatie.

Een ander voorbeeld betreft de toekenning van belastingverminderingen waarop de belastingplichtige *ab initio* recht had, doch die hem om een of andere reden niet werden toegekend bij de belastingafrekening en die hij omwille van onwetendheid of vergetelheid, evenmin heeft gevraagd in een regelmatig bezwaarschrift. In dergelijke omstandigheden kan de FOD Financiën het belastingvoordeel alsnog toekennen via een bijzondere procedure. Deze procedure heeft vandaag slechts betrekking op een beperkt aantal belastingvoordelen. Om billijkheidsredenen wordt er voorgesteld om deze bijzondere procedure verder uit te breiden.

Een derde reeks maatregelen is bedoeld om de rechtszekerheid te waarborgen. Zo heeft de wet van 22 april 1958 houdende het statuut van het Nationaal Orkest van België die instelling als taak opgedragen actief te zijn in binnen- en buitenland. In het verleden leidde dit al tot problemen voor de erkenning ervan door de Koning als culturele instelling, zodat het niet duidelijk was of giften in geld aan het Nationaal Orkest van België in aanmerking konden komen voor een belastingvermindering. Er wordt voorgesteld deze instelling op te nemen in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wat voor de nodige rechtszekerheid zorgt, zoals thans ook het geval is voor de twee andere federale instellingen met een soortgelijk statuut, namelijk het Paleis voor Schone Kunsten en de Koninklijke Muntshouwborg.

Een vierde reeks maatregelen beoogt tegemoet te komen aan rechtspraak van het Hof van Justitie en het Grondwettelijk Hof. Zo wordt de aftrek voor risicokapitaal (de zogenaamde « notionele interestaftrek ») vandaag berekend op basis van het aangepaste eigen vermogen van een vennootschap. Momenteel behoort het eigen vermogen van de buitenlandse vaste inrichting niet tot de basis waarop de notionele interestaftrek wordt berekend. Het Hof van Justitie heeft geoordeeld in het arrest Argenta dat deze uitsluiting strijdig is met het Europees recht van vrijheid van vestiging. Er wordt voorgesteld om met de opgenomen bepalingen een antwoord te geven op voormeld arrest en de rechtszekerheid voor de Belgische ondernemingen met internationale activiteiten te herstellen.

Un autre exemple concerne la réduction d'impôt, supprimée en 2012, pour les habitations à faible consommation d'énergie. La Cour constitutionnelle a estimé que le régime transitoire a été élaboré de manière trop stricte, privant ainsi injustement certaines personnes de l'avantage concerné. On propose de rectifier cette situation en permettant à chaque citoyen qui a signé, avant 2012, un contrat pour la construction d'une telle habitation économe en énergie de bénéficier encore de l'avantage concerné pendant dix ans à partir de l'année de délivrance du certificat.

Une cinquième série de mesures vise à numériser entièrement l'échange de données entre les notaires et le SPF Finances. Aujourd'hui, tous les actes passés devant notaire doivent encore être envoyés en version papier à l'administration pour la perception des impôts et la publication au bureau des hypothèques. Dans le courant de 2014, ces processus devraient être totalement digitalisés, ce qui simplifiera fortement la procédure. L'avantage de ce projet pour le citoyen est qu'il bénéficiera prochainement d'une plus grande sécurité juridique : le risque que des actes se perdent lors de l'échange de données est éliminé, et, à moyen terme, il obtiendra un accès numérique à ses actes. Le notariat va en effet constituer, dans la foulée de ce projet avec l'administration, une base de données dans laquelle tous les actes échangés seront enregistrés. Le projet *e-notariat* est déjà en cours depuis plusieurs années. Il est proposé, avec ces dispositions, d'apporter la touche finale à cet édifice.

Enfin, la Chambre des représentants a, entre autres, approuvé des amendements qui insère un nouveau titre XI « Mesures de consolidation des actifs financiers des administrations publiques ». Ce titre vise à définir les organismes qui, dans la logique de la loi du 26 juillet 1996, sont tenus de consolider leurs actifs, de façon cohérente et objective, par référence générique au périmètre des sous-secteurs S1311 et S1314 suivant le Système européen de comptes (SEC). De cette manière, le périmètre des organismes devant consolider, est automatiquement mis à jour et les disponibilités à vue, avoirs et emprunts de l'État fédéral et des organismes du secteur des administrations publiques fédérales au sens du SEC sont consolidés

III. DISCUSSION

Mme Maes déclare que les mesures de consolidation des actifs financiers proposées en l'espèce (titre XI) reprennent l'arrêté royal du 15 juillet 1997 portant des mesures de consolidation des actifs financiers des administrations publiques, pris en application des articles 2, § 1^{er}, et 3, § 1^{er}, 6^o, et § 2 de la loi du 26 juillet 1996.

Een andere voorbeeld betreft de belastingvermindering voor energiezuinige woningen, opgeheven in 2012. Het Grondwettelijk Hof heeft geoordeeld dat de overgangsregeling te strikt werd uitgewerkt waardoor bepaalde mensen onterecht het voordeel hebben mislopen. Er wordt voorgesteld om deze situatie recht te zetten door iedere burger die voor 2012 een contract heeft getekend voor de bouw van dergelijke energiezuinige woning alsnog het voordeel te laten genieten gedurende tien jaar vanaf het jaar waarin hij zijn certificaat heeft verkregen.

Een vijfde reeks maatregelen bestaat erin de integrale gegevensuitwisseling tussen de notarissen en de FOD Financiën te digitaliseren. Thans moeten nog alle voor de notaris verleden akten op papier naar de administratie worden verzonden voor de belastingheffing en de bekendmaking bij het hypotheekkantoor. In de loop van 2014 zouden die procedures volledig elektronisch moeten verlopen, wat een aanzienlijke vereenvoudiging zal betekenen. Het voordeel daarvan voor de burger is dat hij weldra over een grotere rechtszekerheid zal beschikken: de kans dat akten tijdens de gegevensuitwisseling verloren gaan, is voortaan uitgesloten, en op middellange termijn zal de burger elektronische toegang hebben tot zijn akten. Het notariaat zal immers, na het project dat met de administratie tot stand wordt gebracht, een gegevensbank samenstellen waarin alle uitgewisselde akten worden geregistreerd. Het project « e-notariaat » loopt al verscheidene jaren. Deze maatregelen vormen daarvan het sluitstuk.

Tot slot heeft de Kamer van volksvertegenwoordigers onder andere een amendement aangenomen dat een nieuwe titel XI invoegt, luidende: « Maatregelen tot consolidatie van de financiële activa van de overheid ». Die titel strekt ertoe de instellingen die, in de logica van de wet van 26 juli 1996, hun activa dienen te consolideren, op coherente en objectieve wijze bij wet te definiëren door een generieke verwijzing naar de perimeter van de subsectoren S1311 en S1314 volgens het Europees Stelsel van rekeningen (ESR). Aldus wordt de perimeter van instellingen die dienen te consolideren automatisch bijgewerkt en worden de beschikbare gelden op zicht, de tegoeden en de leningen van de Federale Staat en van de instellingen van de federale overheidssector, in de zin van het ESR, geconsolideerd.

III. BESPREKING

Mevrouw Maes stelt dat de voorgestelde maatregelen tot consolidatie van de financiële activa, titel XI, het koninklijk besluit van 15 juli 1997 houdende maatregelen tot consolidatie van de financiële activa van de overheid, genomen met toepassing van de artikelen 2, § 1, en 3, § 1, 6^o, en § 2 van de wet van 26 juli 1996, hernemen.

La consolidation n'est donc certainement pas une nouveauté. La différence réside en ce que les dispositions devraient être plus contraignantes; le projet prévoit même des possibilités d'amendes administratives, le ministre des Finances pouvant décider unilatéralement d'infliger ou non une amende aux organismes qui ne respectent pas les dispositions prévues.

L'intervenante trouve étrange que des organismes fédéraux ne respectent pas la législation fédérale et qu'il faille brandir la menace d'amendes pour faire appliquer la législation. Elle se demande quel effet les dispositions proposées auront encore en 2013, eu égard, en particulier, au fait que la plupart des dispositions existent déjà aujourd'hui, que la publication n'interviendra qu'en toute fin d'année et que l'article relatif aux sanctions n'entrera en vigueur qu'en juillet 2014.

Par ailleurs, l'article 114 proposé prévoit que le titre XI est applicable aux unités institutionnelles qui relèvent au niveau fédéral des sous-secteurs S1311 et S1314. Le sous-secteur S1311 représente l'administration centrale, et le sous-secteur S1314 les administrations de sécurité sociale. Ce même article prévoit une exception pour la Liste civile, les assemblées parlementaires, la Cour constitutionnelle et la Cour des comptes. Cette disposition est une copie presque mot pour mot du commentaire des articles figurant dans le rapport au Roi de l'arrêté royal du 15 juillet 1997. L'intervenante renvoie à l'exposé des motifs du projet à l'examen, selon lequel l'exception est justifiée par le principe de la séparation des pouvoirs. Elle suppose que la raison en est que la Cour des comptes et la Cour constitutionnelle sont des institutions dotées par la Chambre des représentants, et qui appartiennent de ce fait au pouvoir législatif. Le même raisonnement ne vaut-il pas pour le Comité P, le Comité R, la Commission de la protection de la vie privée, les médiateurs fédéraux et le Conseil supérieur de la Justice? Ceux-ci ne sont-ils pas tout autant indépendants du pouvoir exécutif et ne font-ils pas tout autant partie du pouvoir législatif que la Cour des comptes et la Cour constitutionnelle? Pourquoi une exception est-elle prévue pour la Cour des comptes et la Cour constitutionnelle, et pas pour ces organismes et institutions?

Et à partir du moment où une exception est faite pour la Liste civile, ne doit-il pas en aller de même pour les dotations relatives aux frais de fonctionnement des autres membres de la monarchie?

L'alinéa 1^{er} de l'article 118 proposé dispose ce qui suit: «En cas de non-respect par les organismes de l'article 115, le ministre des Finances peut infliger une amende administrative égale à 1 % des disponibilités, multiplié par le nombre de jours calendrier pendant

De consolidatie is dus zeker niet nieuw. Het verschil zit in het feit dat de bepalingen dwingender zouden moeten zijn; er worden zelfs mogelijkheden tot administratieve boetes voorzien, waarbij de minister van financiën op zijn eentje kan beslissen om al dan niet een boete op te leggen aan de instellingen die de voorziene bepalingen niet volgen.

Spreekster verklaart het vreemd te vinden dat federale instellingen de federale wetgeving momenteel niet opvolgen, en dat er met boetes moet gedreigd worden om wetgeving te doen toepassen. Ze vraagt zich af welk effect de voorgestelde bepalingen in 2013 nog zullen hebben. Zeker gelet op het feit dat de meeste bepalingen vandaag al bestaan, gelet ook op het feit dat de publicatie pas helemaal op het einde van het jaar zal gebeuren en het artikel met betrekking tot de sancties pas in werking treedt in juli 2014.

Verder stelt het voorgestelde artikel 114 dat de titel XI van toepassing is op de institutionele eenheden die op federaal niveau behoren tot de subsectoren S.1311 en S.1314. De subsector S.1311 staat voor de centrale overheid, de subsector S.1314 staat voor de wettelijke sociale verzekeringsinstellingen. In datzelfde artikel wordt nu al een uitzondering voorzien voor de civiele lijst, de parlementaire vergaderingen, het Grondwettelijk Hof en het Rekenhof. Deze bepaling is een bijna exacte kopie uit de artikelsgewijze bespreking in het verslag aan de Koning van het koninklijk besluit van 15 juli 1997. Spreekster verwijst naar de huidige verantwoording die aangeeft dat de uitzondering wordt voorzien omwille van de scheiding der machten. Ze neemt aan dat de reden hiervoor is dat het Rekenhof en het Grondwettelijk Hof door de Kamer van volksvertegenwoordigers gedoteerde instellingen zijn en dat ze behoren tot de wetgevende macht. Geldt dezelfde redenering niet net zo goed voor het Comité P, het Comité I, de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de federale ombudsmannen en de Hoge Raad voor de Justitie? Zij zijn toch net zo goed onafhankelijk van de uitvoerende macht. Ze behoren toch net zo goed tot de wetgevende macht als het Rekenhof en het Grondwettelijk hof. Waarom wordt voor deze instellingen geen uitzondering voorzien, in tegenstelling tot het Rekenhof en het Grondwettelijk hof?

En als voor de civiele lijst een uitzondering voorzien wordt, moet er dan niet eveneens een uitzondering worden voorzien voor de dotaties met betrekking tot de werkingskosten voor de andere leden van de monarchie?

Het eerste lid van het voorgestelde artikel 118 stelt: «Bij niet-naleving door de organismen van artikel 115, kan de minister van Financiën een administratieve geldboete opleggen gelijk aan 1 % van de beschikbare gelden, die worden vermenigvuldigd met het aantal

lesquels elles n'ont pas été placées ou investies comme prescrit par l'article 115. » Est-il bien question de 1 % des disponibilités, multiplié par le nombre de jours calendrier ? Qui paye cette amende ? Cela nécessite-t-il l'accord du ministre de tutelle ? L'intervenante répète qu'elle trouve étrange qu'il faille adapter la législation et brandir la menace d'une amende pour amener des organismes fédéraux à respecter la loi.

Le secrétaire d'État explique que l'État est mis sous pression par l'Europe pour maintenir la dette publique sous la barre des 100 % du PNB. Dans ce cadre, il n'est pas très utile que plusieurs organismes publics conservent des liquidités et il est ici proposé que ces organismes placent leurs disponibilités à vue sur un compte ouvert auprès de l'institution désignée par l'État.

L'intervenant précise ensuite que les listes des organismes publics fédéraux qui doivent satisfaire à cette obligation sont suffisamment claires. Le périmètre est bien défini d'un point de vue politique et juridique; le secrétaire d'État confirme que les liquidités de la famille royale n'ont aucun impact sur notre taux d'endettement. En ce qui concerne les sanctions proprement dites, il n'y a aucun problème majeur. Si un département ne satisfait pas aux conditions, c'est un sérieux manquement, et un ministre ne va pas l'inciter à ne pas payer l'amende étant donné que l'argent est destiné dans ce cas aux Finances.

Mme Maes réplique, dans un premier temps, que les mesures relatives à la détention de liquidités ne lui posent aucun problème. Elle se dit toutefois préoccupée par la disposition prévoyant que les organismes en question doivent avoir leur compte chez bpost.

IV. DISCUSSION DES ARTICLES

Article 14/1 (nouveau)

Amendement n° 1

Mmes Maes et Vermeulen déposent un amendement (doc. Sénat, n° 5-2419/2) visant à insérer un article 14/1. L'objectif est que le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de l'article 60, 7°, en matière de précompte professionnel.

En effet, l'article 60, 7°, de la loi du 13 décembre 2012 portant des dispositions fiscales et financières introduit une disposition « filet de sécurité » dans l'impôt des non-résidents. Cette disposition est applicable à partir du 1^{er} janvier 2013. Bien que les entreprises belges doivent retenir le précompte professionnel à partir du 1^{er} mars 2013, elles sont dans l'impossibilité de le reverser au fisc. En effet, la déclaration électronique ne prévoit pas cette possibilité. À défaut d'attestation fiscale, les entreprises

kalenderdagen tijdens welke zij niet waren geplaatst of belegd zoals is voorgeschreven door artikel 115 ». Is dat inderdaad 1 % van de beschikbare gelden, vermenigvuldigd met het aantal kalenderdagen ? Wie betaalt dit ? Is daarvoor het akkoord nodig van de toezichthoudende minister ? Spreekster herhaalt het vreemd te vinden dat de wetgeving moet worden aangepast, dat er met boetes moet gedreigd worden om federale instellingen de wet te doen toepassen.

De staatssecretaris verklaart dat de overheid de Europese druk om de staatsschuld onder de 100 % van het Bruto Nationaal Product te houden, ervaart. In dit kader heeft het weinig nut dat verschillende overheidsinstellingen cash aanhouden en er wordt hier voorgesteld dat deze instellingen hun beschikbare gelden op zicht zouden plaatsen op een rekening geopend bij de door de Staat aangewezen instelling.

Spreeker verduidelijkt vervolgens dat de weerhouden lijsten van federale overheidsinstellingen die hieraan moeten voldoen, voldoende duidelijk zijn. Politiek en juridisch wordt de perimeter goed ingeperkt waarbij de staatssecretaris aangeeft dat de cash van de koninklijke familie wel niet hét verschil maakt voor onze schuldgraad. Wat de sancties zelf betreft, is er geen groot probleem. Indien een departement niet aan de voorwaarden voldoet, is dat een serieuze blaam en een minister zal niet zeggen een boete niet te betalen aangezien het geld dan naar financiën gaat.

Mevrouw Maes repliceert in eerste instantie geen problemen te hebben met de maatregelen in verband met het aanhouden van cash geld. Echter, haar bekommernis geldt vooral voor de bepaling dat deze instellingen hun rekening bij bpost moeten aanhouden.

IV. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 14/1 (nieuw)

Amendement nr. 1

De dames Maes en Vermeulen dienen een amendement in (stuk Senaat; nr. 5-2419/2) dat ertoe strekt een artikel 14/1 in te voegen. Het is de bedoeling dat de Koning de datum kan bepalen waarop artikel 60, 7° op het vlak van de bedrijfsvoorheffing in werking treedt.

Immers, artikel 60, 7° van de wet van 13 december 2012 houdende fiscale en financiële bepalingen voert een vangnetbepaling in de belasting van niet-inwoners in. Deze bepaling is van toepassing vanaf 1 januari 2013. Alhoewel de Belgische ondernemingen de bedrijfsvoorheffing vanaf 1 maart 2013 dienen in te houden, kunnen zij de ingehouden bedrijfsvoorheffing niet doorstorten aan de fiscus. De elektronische aangifte voorziet niet in die mogelijkheid. Bij gebrek aan een fiscaal attest kunnen Belgische bedrijven geen

belges ne peuvent donc pas prouver qu'elles doivent retenir les montants en vertu de cette nouvelle obligation. Il n'est pas davantage précisé comment elles peuvent faire la preuve à l'étranger de la perception normale de l'impôt. À ce jour, l'administration n'a publié aucune instruction sur les modalités d'application de cette mesure.

Cette disposition perturbe gravement les relations internationales de certaines entreprises belges. Il est impossible de faire des affaires dans de telles conditions et les entreprises belges concernées sont obligées de transférer les activités en question à l'étranger. Il convient dès lors de retirer cette mesure de toute urgence en ce qui concerne le précompte professionnel. Toutefois, les entreprises étrangères demeurent imposables sur les revenus qui relèvent de la disposition « filet de sécurité » et tombent sous l'application de l'impôt des non-résidents.

Article 22

Amendement n° 2

Mmes Maes et Vermeulen déposent un amendement (doc. Sénat, n° 5-2419/2) visant à compléter l'article 22 proposé pour faire en sorte que l'article 14/1 produise ses effets le 1^{er} janvier 2013.

Mme Maes renvoie à la justification écrite de l'amendement.

Article 29

Amendement n° 3

Mmes Maes et Vermeulen déposent un amendement (doc. Sénat, n° 5-2419/2) visant à abroger l'alinéa 2 de l'article 29 proposé.

Par le passé, toutes les mesures de procédure en matière de lutte contre la fraude étaient assorties d'une entrée en vigueur immédiate, si bien qu'elles s'appliquaient également aux périodes imposables échues dans la mesure où les délais de procédure n'avaient pas expiré. Cela garantissait que tout ce qui devait revenir au Trésor lui revenait effectivement.

L'article 28 du projet de loi étend le dégrèvement d'office à toutes les réductions d'impôt. À présent que le gouvernement fédéral prend une mesure en faveur des honnêtes contribuables, il prévoit qu'elle ne sera applicable qu'à partir de l'exercice d'imposition 2014, revenus 2013. Le présent amendement vise dès lors à accorder à l'honnête contribuable ce à quoi il a droit.

Le secrétaire d'État répond que l'élargissement du dégrèvement d'office à toutes les réductions d'impôt

bewijs leveren dat zij ingevolge deze nieuwe verplichting de bedragen moeten inhouden. Evenmin is het duidelijk hoe de normale belastingheffing in het buitenland kan worden aangetoond. De administratie publiceert tot op heden geen enkele instructie hoe deze maatregel moet worden toegepast.

Deze bepaling veroorzaakt veel schade aan de internationale relaties van Belgische ondernemingen. Op deze manier kan men geen zaken doen en is men als Belgische onderneming verplicht deze activiteiten over te hevelen naar het buitenland. Deze maatregel dient, wat de bedrijfsvoorheffing betreft, dan ook met hoogdringendheid te worden ingetrokken. Buitenlandse bedrijven blijven evenwel belastbaar op de inkomsten die onder de vangnetbepaling in de belasting van niet-inwoners vallen.

Artikel 22

Amendement nr. 2

De dames Maes en Vermeulen dienen een amendement in (stuk Senaat, nr. 5-2419/2) dat ertoe strekt het voorgestelde artikel 22 aan te vullen zodat artikel 14/1 uitwerking heeft op 1 januari 2013.

Mevrouw Maes verwijst naar de schriftelijke verantwoording bij het amendement.

Artikel 29

Amendement nr. 3

De dames Maes en Vermeulen dienen een amendement in (stuk Senaat; nr. 5-2419/2) dat ertoe strekt het tweede lid van het voorgestelde artikel 29 op te heffen.

In het verleden werd aan alle proceduremaatregelen inzake fraudebestrijding een onmiddellijke inwerkingtreding toegekend waardoor zij ook op verstreken belastbare tijdperken van toepassing werden in zoverre de proceduretermijnen nog niet verstreken waren. Op deze wijze werd verzekerd dat wat toekomt aan de schatkist, haar ook toekomt.

Met artikel 28 wordt de ambtshalve ontheffing uitgebreid tot alle belastingverminderingen. Nu de regering een maatregel neemt ten gunste van de eerlijke belastingplichtige, is deze slechts van toepassing vanaf aanslagjaar 2014, inkomsten 2013. Het amendement heeft dan ook tot doel de eerlijke belastingplichtige de belastingverminderingen te geven waarop hij recht heeft.

De staatssecretaris antwoordt dat de uitbreiding van de ambtshalve ontheffing tot alle belastingverminde-

constitue déjà un effort important consenti en faveur de l'honnête contribuable. On a opté pour le bon sens fiscal et décidé d'appliquer cette mesure à partir de l'exercice d'imposition 2014, revenus 2013. L'intervenant demande dès lors de ne pas adopter cet amendement.

Article 30

Amendement n° 4

Mmes Maes et Vermeulen déposent un amendement (doc. Sénat, n° 5-2419/2) visant à apporter les modifications suivantes à l'article 30 proposé :

a) supprimer le 4°;

b) remplacer le 5° par ce qui suit : « les articles 1^{er} à 3, 5° et 6° de l'arrêté royal du 23 mai 2013 modifiant, en matière de précompte professionnel, l'arrête royal/ CIR 92. »

Mme Maes se réfère à l'effet rétroactif proposé de l'article 14/1, qui a pour effet de rendre sans objet l'arrêté royal du 4 mars 2013 et l'article 4 de l'arrête royal du 23 mai 2013.

Le secrétaire d'État répond que les arrêtés royaux en matière de précompte professionnel énumérés à l'article 30 de ce projet de loi visent en effet également à exécuter les dispositions légales que ce Parlement a reprises dans la loi du 13 décembre 2012 portant des dispositions fiscales et financières. Plus précisément, cet arrêté royal fixe un tarif de précompte professionnel pour les revenus qui sont imposables conformément à l'article 228, § 3, du Code des impôts sur les revenus 1992.

En ce qui concerne la référence aux modalités d'application de cette disposition légale, l'administration s'est trouvée confrontée à une série de problèmes pratiques. Ceux-ci ont été résolus entre-temps et il a été communiqué, par exemple, que les revenus visés doivent être mentionnés sur la fiche 281.30, dans une rubrique générale (rubrique 10).

Il va de soi que d'éventuelles négligences du contribuable, qui résultent d'un manque d'informations que l'administration aurait dû donner pour l'année de revenus 2013, ne seront pas sanctionnées pour ladite année de revenus.

Ces problèmes pratiques ne portent toutefois pas sur le tarif du précompte professionnel instauré par lesdits arrêtés royaux, de sorte que rien ne s'oppose à leur promulgation. L'orateur demande de ne pas accepter l'amendement.

ringen reeds een belangrijke inspanning vormt ten gunste van de eerlijke belastingplichtige. Er werd geopteerd voor het gezonde fiscale verstand en om deze maatregel toe te passen vanaf aanslagjaar 2014, inkomsten 2013. Hij vraagt dan ook het amendement niet te aanvaarden.

Artikel 30

Amendement nr. 4

De dames Maes en Vermeulen dienen een amendement in (stuk Senaat; nr. 5-2419/2) dat ertoe strekt aan het voorgestelde artikel 30 volgende wijzigingen aan te brengen :

a) het 4° wordt opgeheven;

b) het 5° wordt vervangen, als volgt : « de artikelen 1 tot 3, 5 en 6 van het koninklijk besluit van 23 mei 2013 tot wijziging van het koninklijk besluit/ WIB92, op het stuk van de bedrijfsvoorheffing. »

Mevrouw Maes verwijst naar de voorgestelde retroactieve uitwerking van artikel 14/1. Hierdoor vervalt het koninklijk besluit van 4 maart 2013 en artikel 4 van het koninklijk besluit van 23 mei 2013.

De staatssecretaris antwoordt dat de koninklijke besluiten inzake bedrijfsvoorheffing die worden opgesomd in artikel 30 van dit wetsontwerp, inderdaad ook strekken om de wettelijke bepalingen uit te voeren die dit Parlement heeft opgenomen in de wet van 13 december 2012 houdende fiscale en financiële bepalingen. Dat koninklijk besluit legt meer bepaald een bedrijfsvoorheffingstarief vast voor inkomsten die belastbaar zijn overeenkomstig artikel 228, § 3, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.

Wat de verwijzing naar de wijze van toepassing van die wetsbepaling betreft, zag de administratie zich geconfronteerd met een aantal praktische problemen. Die werden inmiddels opgelost en er werd bijvoorbeeld bekendgemaakt dat de bedoelde inkomsten moeten worden vermeld op fiche 281.30, in een algemene rubriek (rubriek 10).

Het spreekt vanzelf dat eventuele onachtzaamheden van de belastingplichtige die het gevolg zijn van een gebrek aan informatie die de administratie had moeten geven voor het inkomstenjaar 2013, voor dat inkomstenjaar niet zullen worden bestraft.

Die praktische problemen hebben echter niets te maken met het tarief van bedrijfsvoorheffing dat door die koninklijke besluiten wordt ingesteld, zodat niets belet dat ze worden afgekondigd. Spreker vraagt het amendement niet aan te nemen.

V. VOTES

Les amendements n^{os} 1 à 4 sont rejetés par 8 voix contre 2 et 1 abstention.

L'ensemble du projet de loi a été adopté sans modification par 8 voix contre 2 et 1 abstention.

Confiance a été faite aux rapporteurs pour la présentation d'un rapport oral.

Les rapporteurs,

Ahmed LAAOUEJ.
Etienne SCHOUPPE.

La présidente,

Fauzaya TALHAOUI.

*
* *

**Le texte adopté par la commission
est identique au texte du projet
transmis par la Chambre
des représentants
(voir le doc. Chambre, n^o 53-3236/6).**

V. STEMMINGEN

De amendementen nrs. 1 tot 4 worden verworpen met 8 tegen 2 stemmen, bij 1 onthouding.

Het wetsontwerp in zijn geheel wordt ongewijzigd aangenomen met 8 tegen 2 stemmen, bij 1 onthouding.

Vertrouwen werd geschonken aan de rapporteurs voor het uitbrengen van een mondeling verslag.

De rapporteurs,

Ahmed LAAOUEJ.
Etienne SCHOUPPE.

De voorzitter,

Fauzaya TALHAOUI.

*
* *

**De door de commissie aangenomen tekst
is dezelfde als die van het door
de Kamer van volksvertegenwoordigers
overgezonden ontwerp
(zie stuk Kamer, nr. 53-3236/6).**